



***Déclaration liminaire CFDT
à la formation spécialisée du Comité Social d'Administration des DDI
du 19 novembre 2024***

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

La CFDT constate qu'il n'aura pas fallu attendre un nouveau gouvernement pour affaiblir les services du dialogue social du MI. Depuis des mois, votre service est en effectif réduit, nous recevons l'ODJ de la FS DDI la veille de la préparation, sans pièces jointes. Les délais ne sont plus tenus et les documents sont incomplets, tel que l'agenda dont les dates de pré instances sont absentes. Tout ceci laissant penser que cette instance est considérée par le MI comme moins importante que le CSA, si tenté que le CSA des DDI est considéré avec importance. Ce ne sont que les conditions de travail des agents des DDI, après tout. Source d'attractivité, pourtant l'une des priorités affichées des rencontres de l'ATE.

La feuille de route pour 2025 est simplifiée « à la recherche du bonheur » ou la suite du baromètre social, alors que tant d'autres sujets de QVT sont mis de côté tels que le handicap, la VSST, le droit à la déconnexion, l'égalité pro, les discriminations, pour lesquelles des protocoles sont à signer et à faire appliquer, à l'instar de nos ministères. Quant on voit les difficultés à faire appliquer le protocole télétravail des DDI, cela ne présage rien de bon. Le baromètre social est un outil mais les agents des DDI ont besoin d'actions concrètes.

De ce fait, nous voilà à traiter des situations compliquées dans les DDI car, à ne pas traiter les sujets de fonds, nous laissons proliférer les complications. Faire systématiquement confiance à l'intelligence locale n'est pas la solution, sauf à laisser divaguer les interprétations fantaisistes au détriment des agents.

Sans oublier que la baisse des budgets de fonctionnement et la stigmatisation des fonctionnaires va augmenter les RPS. Ces mois à venir seront assortis d'un goût amer à travailler avec moins de moyens, moins de frais de déplacement, moins de formations, moins de restauration et donc moins de QVT, sans compter le sentiment de culpabilité car nous coûtions cher. Quoi qu'il en soit, cela ne se voit ni dans nos salaires, ni dans notre pouvoir d'achat.

Une bouffée d'air avec ce courrier du ministre du 14/11 qui abonde le BOP 354 avec des crédits supplémentaires. Une bouffée d'air notamment pour financer les priorités issues des rencontres de l'ATE et développer l'intelligence artificielle, à défaut de l'intelligence collective locale donc ?

Malgré cela, les agents n'auront pas moins de motivation à servir l'État car avant tout c'est pour les usagers qu'ils le font. C'est ce qu'on appelle le sens du service public, voire le sens du sacrifice.

Merci de votre attention.